



attac

# LE COURRIEL D'INFORMATION

n°140 – Mardi 6 juin 2000.

## NON !

### Dans ce numéro

- 1- L'OMS à la solde des industriels
- 2- Un rapprochement inquiétant pour la démocratie
- 3- Contre l'UNICE et pour le droit de manifester
- 4- ATTAC Tunisie
- 5- Contre les programmes d'ajustement
- 6- Taxe Tobin
- 7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

### En bref...

L'OMS à la solde des industriels. L'organisation Mondiale de la Santé fait le jeu des laboratoires pharmaceutiques et des lobbies industriels en ce qui concerne le traitement du HIV SIDA.

Un rapprochement inquiétant pour la démocratie. Le 8 juin aura lieu une conférence de presse au sujet de l'UNICE suivie d'une conférence à laquelle vous êtes invités.

Contre l'UNICE et pour le droit de manifester. Soif d'actions ? N'hésitez d'user et d'abuser de cette cyberaction qui permet d'envoyer un « mot doux » à l'UNICE et de faire pression sur le maire de Bruxelles.

ATTAC Tunisie. Le 13 juin à Saint Denis (93) aura lieu un meeting de soutien à ATTAC Tunisie.

Contre les programmes d'ajustement. Vient d'avoir lieu à Buenos Aires une manifestation contre les politiques d'ajustement du gouvernement argentin téléguidé par le FMI.

Taxe Tobin. Oui ! Car ce sont deux actions qui viennent de se lancer simultanément en faveur de la Taxe Tobin et qui vont nous permettre d'accentuer nos pressions. N'hésitez pas.

### L'OMS à la solde des industriels

Communiqué de presse - vendredi 2 juin 2000

L'OMS EST A LA SOLDE DES GRANDES COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES

Pendant l'émission "La suite dans les idées" diffusée sur France Culture ce jour à 12h45, Daniel Tarantola, N°2 de l'OMS, conseiller politique du Directeur, a défendu en direct les intérêts des grands monopoles pharmaceutiques, contre ceux des malades du sida dans le monde.

M. Tarantola a admis devant Act Up que la récente annonce des 5 grands groupes pharmaceutiques est vide de propositions concrètes, et que les négociations sur les tarifs n'ont pas réellement commencé.

Parallèlement, l'OMS, pourtant mandaté par son Assemblée pour appuyer les Pays Membres dans

leur quête de traitements à moindre coût, n'est pas prête à mettre en place ou soutenir des initiatives qui pourraient favoriser la concurrence entre grands laboratoires et producteurs de génériques.

Mr Tarantola estime pour sa part que l'OMS n'a ni la capacité ni le mandat pour diffuser sur une base de données des informations comparatives et actualisées sur les tarifs des traitements, reproduisant mot pour mot le discours du lobby pharmaceutique américain. L'OMS se contentera d'appuyer certains pays, à leur demande uniquement, pour qu'ils mettent eux-mêmes en place un système de surveillance approprié.

Mr Tarantola estime qu'il est bon de laisser les grands laboratoires négocier avec les pays "clients" de façon bilatérale, plutôt que de définir un cadre de négociation global, plus représentatif des intérêts sanitaires des pays en développement. Mr Tarantola va se transformer en agent de commerce pour les labos.



attac

Il laissera ainsi les Etats africains désarmés face aux pressions américaines et aux menaces de rétorsion économique sur les "mauvais clients" : ceux qui, d'aventure, voudraient s'adresser au plus offrant, par exemple aux fabricants de copies brésiliens, thaïlandais ou indiens, dont les produits sont aussi efficaces et moins chers.

En fait, M. Tarantola ne soutient pas la Résolution Sida récemment votée par les Etats Membres de l'OMS à sa dernière Assemblée Générale.

L'OMS ne soutient pas les millions de malades des pays en développement, elle défend, une fois de plus dans son histoire, les intérêts des grandes compagnies pharmaceutiques.

Marie de Cenival  
Planet Africa. Commission Nord/Sud. Act Up-Paris. BP287 - 75525 Paris Cedex 11  
tel : 01 49 29 44 75  
fax : 01 48 06 16 74  
e mail : [planetafrica@asso.globenet.org](mailto:planetafrica@asso.globenet.org)

### **Un rapprochement inquiétant pour la démocratie**

Conférence de presse le 8 juin à 10h 30, bâtiment EASTMAN, 135 rue Belliard, à Bruxelles

La Commission et le patronat européen : un rapprochement inquiétant pour la démocratie

Nous sommes inquiets. Nous n'acceptons pas qu'à l'occasion de European Business Summit \*, du 9 au 11 juin 2000, le patronat européen tente de soumettre toujours plus les instances et autorités européennes à ses visées et orientations.

Ses visées et orientations, l'UNICE, la fédération des associations d'employeurs européens, les a définies dans un document \*\* du 1/10/99 : "Priorités de l'Unice pour la nouvelle commission européenne". Qu'y lit-on ? - "Réduire les charges fiscales et réglementaires excessives qui pèsent sur le secteur privé et augmenter l'efficacité des activités du secteur public" ; - "Améliorer l'ouverture, la flexibilité et l'adaptabilité de tous les marchés" ; - "Il sera important que le monde des affaires puisse communiquer efficacement les besoins de l'économie réelle aux autorités économiques et monétaires européennes". - "La pleine libéralisation des marchés publics, des services publics, des transports et des services financiers est inachevée et mise en oeuvre de manière inégale dans les Etats membres". - "Ce but ne pourra être obtenu et poursuivi que par

une compétitivité accrue, une plus grande croissance économique et des réformes structurelles efficaces, en particulier des marchés du travail, visant à : en augmenter la flexibilité et l'efficacité, diminuer les coûts globaux excessifs de l'emploi, augmenter l'employabilité plutôt que la surprotection de la force de travail." - "Une consultation étroite, dans toute l'Europe, des entreprises et de leurs organisations professionnelles tout au long du processus d'élargissement". - "Pour atteindre cet objectif, l'UNICE appuie sans réserve la poursuite de l'ouverture des marchés dans le cadre de règles définies et acceptées collectivement à l'OMC". - "[L'UNICE] espère et s'attend à ce que la nouvelle Commission consulte et implique systématiquement les organisations représentatives du monde des affaires dans le processus d'établissement des politiques de l'UE."

Ce credo de la globalisation néolibérale, le patronat européen veut en faire la référence unique de l'Europe, de la Commission aux organisations syndicales, en passant par le Parlement européen. Nous disons : NON ! Nous disons non, dans une première étape, en juin 2000.

Il est clair que l'Europe qui se met en place est celle des marchands, celle d'une zone de libre échange, sans règle sinon celle de la compétition à outrance. Au moment où : - les gouvernements doivent se pencher sur la réforme des institutions, - ils préparent la Conférence Intergouvernementale, - Joschka Fischer envisage des perspectives enfin démocratiques, nous pensons que l'Union économique et monétaire doit céder la place à une Union de l'emploi, de la protection sociale et du respect de l'environnement, à une Union actrice d'un ordre mondial équitable ! Nous appelons mouvements, associations, réseaux, citoyennes et citoyens à interpeller avec force les élus, les gouvernements, les instances européennes, pour que l'Europe change d'orientation, qu'elle adopte une logique de solidarité, où l'économie soit enfin mise au service des besoins sociaux, à l'inverse de la politique actuelle.

Au moment où l'UNICE intensifie sa politique de chantage à la compétitivité, nous vous convions à une conférence de presse le jeudi 8 juin à 10h 30, au bâtiment EASTMAN, 135 rue Belliard, à Bruxelles, avec la participation de :

Olivier Hoedeman Corporate Europe Observatory  
- Amsterdam, auteur de "Europe Inc. Regional &



attac

Global Restructuring and the Rise of Corporate Power"

Johann-Günther König auteur de "Wem nutzt Europa - Banken & Konzerne: Fit für den Weltmarkt" et "Alle Macht den Konzernen - Das neue Europa im Griff der Lobbyisten"

Jaap Kruithof professeur émérite à la R.U.Gent, auteur de "Het neoliberalisme"

Jacques Nikonoff membre du comité scientifique d'Attac France, auteur de "Existe-t-il des réservoirs d'emplois ?", "Chômage : nous accusons!" et "La comédie des fonds de pension".

Nous vous invitons aussi : - à assister au colloque contre les propositions de l'UNICE le 8 juin de 19h30 à 22h en la salle "Helder Camara", 19 rue Pletinckx, 1000 Bruxelles, où ces mêmes personnes auront l'occasion de développer leurs observations et des propositions alternatives.

Jürg Schuppisser (AP)- Daniel Spoel (Attac W-B.) - Eric Goeman (Attac VI.)

\* European Business Summit - innovation & creativity: <http://www.ebsummit.org>  
\*\*\* Les priorités de l'UNICE"  
<http://www.attac.org/fra/libe/doc/unicefr.htm>

Adresse de contact et secrétariat : "Voix dissonantes" c/o Association pour la paix - 103 rue Potagère - 1210 Bruxelles tel: 02 / 223 35 33 - fax: 02 / 223 39 82 E-mail : [associationpaix@freegates.be](mailto:associationpaix@freegates.be)

## **Contre l'UNICE et pour le droit de manifester**

Chers amis,

Comme vous le savez probablement, les ATTAC et d'autres organisations de Belgique, de France et d'autres pays européens, unies au sein de la coordination contre l'UNICE ont organisé pour ce 10 juin 2000 une manifestation contre le sommet patronal européen. Ce sommet dans lequel l'UNICE (la confédération du patronat européen) compte impartir à la Commission européenne -qui sera présente aux réunions- des directives très précises en matière de flexibilité de l'emploi et de politique sociale (ou plutôt anti-sociale) mérite une réponse ferme de notre part. Une première réponse est bien la manifestation internationale que nous convoquons le 10 juin 2000 à Bruxelles. Or, CETTE MANIFESTATION A ETE INTERDITE par le Bourgmestre (maire) de Bruxelles et par celui de

St. Josse (autre commune de l'agglomération de Bruxelles) qui font prévaloir des ordres de police sur le droit constitutionnel de manifestation.

- Face à cet acte d'arbitraire, nous vous proposons de nous soutenir contre cette interdiction par une PREMIERE CYBERACTION, c.-à-d., l'envoi d'un e-mail au bourgmestre de Bruxelles.

- Face à l'UNICE, nous vous proposons une DEUXIEME CYBERACTION de protestation, par l'envoi d'un 2ème e-mail à l'UNICE et à l'European Business Summit, membre belge de l'UNICE qui organise le sommet.

Vous pouvez participer :  
<http://attac.org/belgique/bruxelles/>

## **ATTAC Tunisie**

Le Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement (R.A.I.D.) est une association tunisienne qui intervient sur les questions de stratégies de développement et de mondialisation financière et commerciale. Elle est affiliée au réseau international A.T.T.A.C.

Le R.A.I.D., qui se heurte, depuis sa création en 1999, à une interdiction de fait de la part des autorités tunisiennes, fait l'objet d'un harcèlement policier et judiciaire qui a mené deux de ses membres à l'emprisonnement pour délit d'opinion. Une importante mobilisation en Tunisie, un soutien décisif en France et dans le monde ont permis d'obtenir leur libération. Pour autant, les charges qui pèsent sur eux n'ont pas été levées et l'interdit frappant les activités de l'association est maintenu. Il est important de continuer à la soutenir et de faire écho à son action.

Plus que jamais, ceux qui se battent pour une véritable démocratie et pour un avenir plus juste en Tunisie ont besoin de soutien. Pour relayer leur combat, pour renforcer le mouvement de solidarité en France, le Collectif national de Soutien en R.A.I.D. organise un

Meeting, le 13 juin 2000, à partir de 18 h - Bourse du Travail de Saint Denis (93) - 9/11, rue Génin (Métro Saint Denis Porte de Paris)

5 heures pour la démocratie en Tunisie

avec un(e) représentant(e) des organisations tunisiennes suivantes : Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement, Conseil National des Libertés en Tunisie, Association Tunisienne des Femmes



attac

Démocrates, Association Tunisienne des Jeunes Avocat ,Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme

et

Yasmine BOUDJENAH (députée européenne)  
Hélène FLAUTRE (députée européenne) Alain KRIVINE (député européen) Yann GALUT (député du parlement français)

Sont invitées les personnalités tunisiennes suivantes privées de leur passeport : Sihem BENSEDRINE Mohamed CHOURABI Hamma HAMMAMI Jalel ZOUGHLAMI Nizar HAMAMI

COLLECTIF NATIONAL DE SOUTIEN AU RAID - Organisations signataires Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC), Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESup), Droits Devant, Union Syndicale du Groupe des 10, Sud Etudiant, Comité de Soutien aux Luttes Civiles et Politiques en Tunisie, Jeunesses Communistes Révolutionnaires-RED (JCR-RED), Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), Groupe de Travail sur la Tunisie (GTT), Parti Communiste Français (PCF), Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Union des Etudiants Communistes (UEC), Mouvement des Démocrates Marocains (MDMF), La Voie Démocratique, Hourijya Libertés.

Pour annoncer ce meeting, des distributions de tracts sont prévues en région parisienne, nous avons besoin de coup de main !

contacts : Catherine Barbe (Attac Paris Nord-Ouest) Tél : 01-47-63-65-54 , email [parisnw@attac.org](mailto:parisnw@attac.org) Paul Simondon (Attac Paris 15) email [paris15@attac.org](mailto:paris15@attac.org)

## **Contre les programmes d'ajustement**

ATTAC - Argentine - Déclaration

ATTAC va participer aux manifestations qui vont se produire à Buenos Aires le 31 Mai pour s'opposer aux politiques du FMI.

CONTRE LES RÉGULATIONS DU GOUVERNEMENT ET LE FMI ET POUR UNE TAXE AUX CAPITAUX SPÉCULATIFS POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La délégation du FMI vient en Argentine contrôler de près que le gouvernement développe un ajustement fiscal adressé à garantir le paiement des intérêts de la dette.

Aux dernières années le déficit fiscal a grandi pour des diverses raisons, parmi lesquelles: la tolérance à l'évasion fiscale des grands groupes ; la manque de contrôle douanier, qui facilite la contrebande des amis du pouvoir; l'évasion prévisionnelle que permet aux entreprises d'é luder ses compromis avec le système de retraite, au détriment des travailleurs, et des énormes déviations d'argent vers les réseaux de la corruption.

Ce déficit a été couvert au moyen d'un endettement croissant, intérieur et extérieur, du gouvernement. Cet endettement a été à l'origine de grandes opportunités d'affaires pour les « grands bancs », qui achètent les très sûrs bons de l'état, et il a aussi absorbé des fonds du système de crédit, qui autrement seraient restés disponibles pour le secteur privé. L'endettement public extérieur a contribué, de façon décisive, à l'accroissement de la dette extérieure totale. À cause de cet endettement public croissant, les intérêts payés par l'État sont le secteur de dépense publique le plus fortement croissant, et représentent, aujourd'hui, 18% du budget.

Ce FMI qui vient maintenant réclamer l'ajustement et l'austérité des pauvres a accepté et approuvé, de façon répétée, ce déséquilibre fiscal du gouvernement Menem.

Le gouvernement actuel, qui s'est présenté comme une alternative de changement réel, aborde le problème avec une recette éculée et orthodoxe. Bien que l'opération se déroule avec de l'anesthésie et des calmants, l'ajustement va provoquer une détérioration des conditions de vie de beaucoup de travailleurs. Il va aussi ralentir l'évolution de la demande interne, et va détériorer les prestations de l'état dans tous les secteurs qui souffrent de réductions budgétaires et donc de personnel.

D'une façon paradoxale, l'ajustement prévoit des restrictions pour les services fiscaux et douaniers, ce qui aura comme conséquence de réduire bien évidemment les rentrées fiscales et favorisera l'évasion. De plus, la possibilité d'ajourner ou de négocier les conditions du paiement de la dette, n'a pas même été considérée par le gouvernement.

L'ajustement arrive dans un moment de croissance des taux d'intérêt internationaux, qui génèrent des conditions négatives pour le financement des pays sous-développés. De plus il arrive au moment où l'état de l'économie demande des politiques qui stimulent la consommation où qui, au moins, ne contribuent pas à l'étrangler.



attac

ATTAC participe aux mobilisations pour protester contre l'ajustement du gouvernement et du FMI. Nous manifestons aussi pour témoigner du fait que la situation vécue en ce moment par l'Argentine est une partie d'une situation générale de pouvoir croissant du capital financier et des organismes internationaux qui gèrent le système financier international.

ATTAC soutient la nécessité de réguler le marché international des capitaux et d'appliquer une taxe minimale sur les transactions financières internationales, comme l'a proposé l'économiste américain, lauréat du Prix Nobel, James Tobin. Les fonds obtenus doivent être destinés à des programmes de développement social dans les pays sous-développés.

ATTAC- Argentine fait un appel à nos législateurs nationaux, provinciaux et locaux, en les invitant à rejoindre la campagne mondiale de parlementaires dédiés à établir cette taxe. – [argentina@attac.org](mailto:argentina@attac.org)

Première parution Correo Informativo n° 38  
Traduction [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org)

## Taxe Tobin

Voici deux pétitions « spécialisées » lancées simultanément autour de la taxe Tobin. Elles s'insèrent après la pétition citoyenne qui avait réuni plus de 110 000 signatures en France, après l'appel mondial des parlementaires et après celui concernant la présidence française de l'Union européenne. Elles s'articulent pour démontrer la faisabilité de la Taxe Tobin à tous les niveaux et sur tous les continents. Il donc important de les relayer.

La première est initiée par CEPR, Center for Economic and Policy Research (Washington) que nous vous avons déjà présenté comme l'un des instigateurs du réseau Tobin USA. Il s'agit d'un appel mondial des économistes.

Communiqué des économistes sur la taxation des transactions financières

Les deux dernières années ont vu l'émergence d'un mouvement international en faveur de l'application d'une taxe sur la spéculation monétaire. Ce mouvement a poussé des douzaines de villes du monde entier, dont une cinquantaine en France et Sao Paulo au Brésil, à adopter des résolutions en faveur de telles taxes. De nombreux syndicats à travers le monde, y compris le AFL - CIO aux Etats-Unis, ont également lancé des appels pour

l'application de ces taxes. Des projets de loi pour la mise en place de ces taxes ont été déposés au Parlement français, au Parlement européen, au Congrès américain et approuvés par le Parlement canadien en 1998. A ce propos, nous déclarons :

Les marchés financiers peuvent jouer un rôle positif important au sein des économies modernes s'ils fonctionnent correctement. Ils fournissent des crédits pour des projets bénéfiques au niveau social et permettent également aux investisseurs de convertir, le cas échéant, de coûteux investissements en liquide.

En même temps, des marchés financiers fortement spéculatifs peuvent être extrêmement préjudiciables pour une société. Ils peuvent déstabiliser les marchés financiers eux-mêmes, mais aussi transmettre ces facteurs d'instabilité à l'ensemble de l'économie. Le développement des marchés financiers spéculatifs limite la capacité des gouvernements à mettre en oeuvre des contre-mesures efficaces et à poursuivre une politique indépendante de mise en place et de maintien du plein emploi. On a pu voir ces dernières années le prix à payer pour les excès spéculatifs des marchés financiers.

Des taxes sur les activités de spéculation financière, comme la « taxe Tobin » sur les transactions monétaires, rendent la spéculation plus coûteuse et en réduisent donc le volume; ce qui peut contribuer à la stabilisation des marchés financiers. L'historique des taxes sur les transactions financières, ainsi que les preuves de longue date du succès d'autres formes de réglementation financière montre que la mise en place de taxes sur la spéculation financière peut être une réussite. De plus, de telles taxes permettent de réunir une somme significative de recettes pouvant être utilisées pour combler d'importants besoins sociaux.

Vous êtes économistes et souhaitez signer cet appel ? Il vous suffit d'envoyer :

Prénom et Nom :

Titre :

Fonction :

Pays :

A [economistcall@attac.org](mailto:economistcall@attac.org)

La deuxième est une lettre ouverte des étudiants en économie aux professeurs d'économie lancée en particulier par les groupes ATTAC étudiant des Ecoles Normales Supérieures d'Ulm et de Cachan.

Nous, étudiants en économie dans les universités et grandes écoles françaises, nous



attac

déclarons globalement mécontents de l'enseignement que nous y recevons. Et ce pour les raisons suivantes :

1) Sortons des mondes imaginaires!

La plupart d'entre nous avons choisi la filière économique afin d'acquérir une compréhension approfondie des phénomènes économiques auxquels le citoyen d'aujourd'hui est confronté. Or, l'enseignement tel qu'il est dispensé - c'est-à-dire dans la plupart des cas celui de la théorie néo-classique ou d'approches dérivées - ne répond généralement pas à cette attente. En effet, si la théorie se détache légitimement des contingences dans un premier temps, elle effectue en revanche rarement le nécessaire retour aux faits: la partie empirique (histoire des faits, fonctionnement des institutions, étude des comportements et des stratégies des agents...) est quasiment inexistante. Par ailleurs, ce décalage de l'enseignement par rapport aux réalités concrètes pose nécessairement un problème d'adaptation pour ceux qui voudraient se rendre utiles auprès des acteurs économiques et sociaux.

2) Non à l'usage incontrôlé des mathématiques!

L'usage instrumental des mathématiques semble nécessaire. Mais le recours à la formalisation mathématique, lorsqu'elle n'est plus un instrument mais devient une fin en soi, conduit à une véritable schizophrénie par rapport au monde réel. La formalisation permet par contre de construire facilement des exercices, de "faire tourner" des modèles où l'important est de trouver "le bon" résultat (c'est à dire le résultat logique par rapport aux hypothèses de départ) pour pouvoir rendre une bonne copie. Ceci facilite la notation et la sélection, sous couvert de scientificité, mais ne répond jamais aux questions que nous nous posons sur les débats économiques contemporains.

3) Pour un pluralisme des approches en économie!

Trop souvent, le cours magistral ne laisse pas de place à la réflexion. Parmi toutes les approches en présence, on ne nous en présente généralement qu'une seule, et elle est censée tout expliquer selon une démarche purement axiomatique, comme s'il s'agissait de LA vérité économique. Nous n'acceptons pas ce dogmatisme. Nous voulons un pluralisme des explications, adapté à la complexité des objets et à l'incertitude qui plane sur la plupart des grandes questions en économie (chômage, inégalités, place de la finance, avantages et inconvénients du libre-échange, etc.)

4) Appel aux enseignants : réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard!

Nous savons bien que nos professeurs sont eux-mêmes tenus par certaines contraintes. Nous en appelons néanmoins au soutien de tous ceux qui comprennent nos revendications, et qui souhaitent un changement. Si celui-ci n'a pas lieu rapidement, le risque est grand que les étudiants, qui ont déjà amorcé un mouvement de retrait, ne désertent massivement une filière devenue inintéressante, parce que coupée des réalités et des débats du monde contemporain.

**NOUS NE VOULONS PLUS FAIRE SEMBLANT D'ÉTUDIER CETTE SCIENCE AUTISTE QU'ON ESSAIE DE NOUS IMPOSER.**

Nous ne demandons pas l'impossible, mais uniquement ce que le bon sens peut suggérer à tout un chacun. Nous espérons donc être entendus dans les plus brefs délais.

Pour la signer :

<http://www.respublica.fr/autisme-economie/>

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Mardi : PARIS 11 – LYON – PARIS 15 – SOISSONS – VERSAILLES – GARDANNE – GRENOBLE
- Mercredi : ST GIRONS – PARIS 11 – LA CIOTAT – REIMS – TOULON
- Jeudi : FOIX – RENNES – TOULOUSE – PARIS 19 – NEVERS – PARIS 14 – VILLENEUVE D'ASCQ – BORDEAUX – VANNES
- Vendredi : SOISSONS – TARBES – VILLENAVE D'ORNON – CLISSON - BOURGES